

«ON ATOUT, ANNA...»

Post-mortem d'une élection ¹

Les féministes de tout poil n'ont plus qu'à se le tenir pour dit: le progrès progresse. Pas vite vite, mais enfin, il progresse. À preuve : les huit femmes élues (ou rescapées) lors du dernier scrutin général du 13 avril. Songez un peu: 5 1/2% de femmes à L'Assemblée nationale en 76, 6 1/2% cette fois-ci. C'est pas beau, ça? À ce rythme, les bonnes femmes vont bien finir par nous former la moitié de la députation dans un siècle et des poussières, et peut-être bien, qui sait, le tiers du cabinet. Qui osera encore proclamer, après cela, qu'elles n'ont pas leur place dans le Saint des Saints ?

Yvette rides again

Récapitulons. En mai de l'année dernière, un Parti québécois ulcéré se fait joyeusement doubler par des libéraux au flair politique indéniable qui récupèrent une bourde de la ministre Lise Payette, et du même coup la portion conservatrice de l'électorat féminin. C'est le désormais célèbre — et de triste mémoire — phénomène des Yvette. Qu'à cela ne tienne, le PQ a saisi, et fort bien assimilé, la leçon. Puisqu'Yvette il y a, Yvette il faudra assidûment courtiser dorénavant. Sentant sans doute venir le coup, madame Payette s'est éclipsée en douce, lasse de devoir défendre âprement ses projets de réforme au Conseil des ministres. La condition féminine se vend mal par les temps qui courent. Presque aussi mal que la souveraineté-association, ce qui n'est pas peu dire.

La campagne électorale : procréez, mesdames

D'entrée de jeu, les principaux partis en lice annoncent la couleur. Bien implanté dans les grands centres urbains, le PQ se doit, pour conserver le pouvoir, de consolider ses bases régionales. Il lui faut aussi, pour contrer les accusations de racisme des libéraux, et arracher certains comtés montréalais à forte coloration « ethnique », effectuer une percée chez les non-francophones. Mais surtout, le parti gouvernemental doit, à tout prix, aller chercher une partie du vote unioniste du scrutin précédent. Ce vote bleu qui l'avait si bien servi en divisant providentiellement l'électorat

en 76, ne jouera plus, ou si peu, cette fois: les sondages ne laissent en effet prévoir, en début de campagne, qu'un mince 5% pour le parti de Roch LaSalle.

Où iront le reste des près d'un million de voix (2) de novembre 76? Si on exclut le vote anti-Bourassa d'alors, il reste encore un pourcentage appréciable de vieux bleus et de vieux créditistes à convaincre et à séduire, et il s'agit essentiellement d'un électorat rural, méfiant sur les bords, conservateur en diable le plus souvent, pour qui les réformes péquistes du dernier mandat ont des allures de « communisme » outrancier... Pour se concilier cet électorat, le PQ se livrera à un brillant numéro d'escamotage, digne du meilleur Houdini. Finies, les folies ! Aux boules à mites la souveraineté-association, les projets sociaux un tantinet radicaux et les ardentes déclarations nationales. On aura ainsi droit à une campagne électorale pour le moins bizarroïde : promesses de bouts de chemins dans la plus pure tradition duplessiste, mais marketing de pointe, ultra-sophistiqué. Et une avalanche de promesses dans laquelle les femmes ne retrouveront finalement que la portion congrue. Le discours politique qui les concerne vole à ras de terre. Pour les premières semaines de campagne, il pourrait se résumer à peu près comme ceci : « faites des p'tits, mesdames. C'est rentable pour la nation et on va essayer de vous faire croire que ça l'est pour vous. ».

Le budget Parizeau, déposé juste avant le déclenchement des élections, avait déjà pavé la voie à une politique gouvernementale carrément nataliste : allo-

1) « On a tout Anna
Qu'est-ce que tu veux de plus
Quand on a en plus
Une belle lune comme ça au-dessus de Saint-Tite »
(Suzanne Jacob)

2) En additionnant les voix U.N. et créditistes.

cations de garde plus importantes pour les mères à la maison que pour celles sur le marché du travail, refus du ministre des Finances de se rendre à la demande des groupes de femmes qui désiraient que l'exemption de personne à charge reconnue par l'impôt soit accordée à la femme sans revenu plutôt qu'à son mari. Dans son *excellente* chronique du 28 mars, la journaliste Lysiane Gagnon, de *La Presse*, dénonçait vigoureusement la surenchère des partis sur le ventre des femmes, s'en prenait à la promesse péquiste « un bébé, une maison » (subventions aux couples en âge de procréer, pour l'achat d'une première maison), et ironisait sur ce qui fut sans doute la plus délirante promesse libérale :

« Mais c'est au Parti libéral que revient la palme de la sottise: c'est au fœtus qu'on réserve désormais les petits cadeaux de l'État. Une femme enceinte, après constatation de son médecin, recevra une allocation ... soi-disant pour recevoir des soins qui de toute façon sont déjà assumés par l'État, à l'époque même où bien des femmes se plaignent de la sur-médicalisation de la grossesse et de l'accouchement. »

Et Lysiane Gagnon de se demander si la femme, en cas de fausse couche, se verrait obligée de rendre à l'État sa « prime au fœtus »...

Des pinottes pour les femmes

Alertées par le ton du budget Parizeau, des femmes de la CSN, de la CEQ, de l'Union des travailleurs immigrants, du SPGQ*, des syndicats d'infirmières et de la Ligue des femmes du Québec faisaient front commun pour rappeler aux protagonistes électoraux leurs priorités, et mettre en garde l'électorat féminin contre les pinottes des partis politiques. Après analyse des programmes de ceux-ci, les porte-parole du front commun des femmes rendaient un terrible verdict : si l'on se fiait au contenu de ces programmes, le dossier de la condition féminine ne pourrait être pertinemment défendu ni par le PQ ni par le PLQ Heureuse perspective !

Quelques semaines plus tard, la Fédération des femmes du Québec intervenait à son tour pour inciter les femmes à faire pression sur les candidats, et les forcer à se prononcer sur : le traitement accordé aux femmes dans les manuels scolaires, les programmes d'orientation scolaire et les médias; la rémunération et les avantages sociaux égaux à travail égal; la rémunération proportionnelle à celle des travailleurs à

temps plein pour les travailleurs à temps partiel (souvent des femmes); les comités d'avortement thérapeutique dans les hôpitaux (ils fonctionnent si peu et si mal), etc.

C'était, semble-t-il, trop exiger de politiciens surtout soucieux de ne « pas se mouiller » et davantage préoccupés de promettre le pavage des rangs menant aux érablières. Seules — et minces — concessions faites aux revendications des femmes : extension de l'actuel réseau de garderie (PQ et PLQ) et plan de garde en milieu scolaire (PQ), programme de sécurité d'emploi pour les femmes salariées (PQ), avantages équivalents pour les travailleuses à temps partiel et mise sur pied de programmes spéciaux dans ce secteur (PQ et PLQ), crédit d'impôt annuel (un gros \$250) aux ménages dont la femme retourne aux études (PLQ). À peine un strict minimum. Et surtout, rien sur une des principales revendications des groupes de femmes : l'accréditation multipatronale qui permettrait la syndicalisation des travailleuses les plus démunies et les plus exploitées. Bref, des pinottes, comme l'avait appréhendé le front commun du 18 mars.

Les fameux comtés perdus

Impossible de passer sous silence le phénomène des « comtés perdus ». Les partis politiques, on le sait, confient de préférence à des hommes les comtés sûrs, ceux où ils l'emportent sans coup férir. Rarement femme se verra l'objet d'un tel traitement de faveur. À moins qu'il ne s'agisse d'une célébrité ou d'une candidate éminemment ministrable (et encore) elle devra se battre pouce par pouce pour l'emporter. Des femmes compétentes, talentueuses, qui constitueraient un apport appréciable pour leur parti si elles étaient portées au pouvoir, sont vouées à des batailles perdues. À ce scrutin-ci, une toute petite poignée (une dizaine) de femmes avaient quelque chance au départ. Et n'eut été de la vague péquiste, Hughette Lachapelle dans Dorion, et Carmen Juneau dans Johnson, risquaient fort de se faire coiffer au poteau par les candidats libéraux. Même cette vague péquiste n'aura pas permis la réélection de la ministre Jocelyne Ouellette dans Hull (seul ministre défait) et de Louise Cuerrier dans Vaudreuil-Soulanges. Cette dernière avait assumé courageusement — parfois maladroitement, mais avec une dignité certaine — la vice-présidence de l'Assemblée nationale, sous les quolibets et les ricanements de l'opposition libérale. Pour combien d'entre nous les propos méprisants de Claude Ryan à l'endroit de madame Cuerrier ne sont-ils pas restés dans la gorge?

Huit femmes sur cent vingt-deux. Mais c'est peut-être encore trop? Les femmes sont tellement, tellement dérangeantes...

Hélène Lévesque

(*) Syndicat des professionnel·les du gouvernement du Québec.

LA RÉPARTITION DES CANDIDATURES DE FEMMES

— Partis sans aucune chance d'être portés au pouvoir (C.S.U., P.T.Q., etc.)	62
— Parti québécois	16 (sur 122)
— Parti libéral	13 (sur 122)
	<hr/>
	82 (sur 525)
— Candidates élues : 8 (6 en 76)	
— Candidates au 2e rang : 21 (la totalité des péquistes et des libérales non-élues)	
— Candidates ayant récolté moins de 500 voix : 44	